

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 90 (1945)
Heft: 11

Artikel: Notes sur l'affaire d'Espagne (1807-1811)
Autor: Friedländer, I.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342294>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Notes sur l'affaire d'Espagne (1807-1811)

L'INTERVENTION FRANÇAISE.

Le 21 novembre 1806 l'Empereur des Français publiait le Décret de Berlin, qui ordonnait le Blocus Continental contre la Grande-Bretagne. En fermant toute l'Europe aux marchandises anglaises, Napoléon I^{er} espérait ruiner ce pays qui vivait presque entièrement de son commerce d'exportation ; il pensait y provoquer une révolution sociale, qui obligerait le gouvernement britannique à signer la paix. En fait, le Blocus Continental causa non pas la perte de l'Angleterre, mais bien celle de la France. Il semble établi de nos jours, que son application épuisa complètement l'Empire. Ses principales conséquences peuvent se résumer comme suit : *a)* La dispersion des armées françaises pour la surveillance des côtes ; *b)* des interventions armées dans les Etats qui continuaient d'entretenir des relations commerciales avec l'Angleterre ; *c)* le Blocus provoqua ainsi le conflit avec le Saint-Siège, qui contribua grandement à rendre l'Empereur impopulaire dans les milieux catholiques français ; *d)* il introduisit la première cause de dissolution dans l'alliance franco-russe ; *e)* en obligeant Napoléon à entreprendre une expédition au Portugal, l'application du Blocus le jeta dans l'aventure d'Espagne, engagée sans préparation, et qui finit par tourner au désastre.

Le Portugal subissait une forte influence économique de la part de la Grande-Bretagne ; il constituait le principal débouché qui restait ouvert aux marchandises anglaises en

Europe. Après la signature, en juillet 1807, du Traité de Tilsit, qui mettait fin à la guerre contre la Prusse et la Russie, Napoléon était décidé à s'emparer du Portugal. Une expédition dans ce pays était une entreprise relativement facile à cause de la faiblesse des forces des armées portugaises. La traversée du territoire espagnol fut approuvée sans autre par le gouvernement de Madrid, qui se déclara même prêt à participer à la campagne moyennant la cessation de quelques districts du sud du pays conquis. Un traité de partage fut conclu, et le 17 octobre 1807 un corps d'armée français de 20 000 hommes pénétra en Espagne sous le commandement du général Junot. D'abord, bien accueillies par la population espagnole, les troupes françaises firent bientôt une très mauvaise impression. Elles étaient composées de jeunes recrues mal instruites et mal entraînées. Or, Junot avait reçu l'ordre d'atteindre le Portugal le plus rapidement possible, pour prévenir une intervention éventuelle de forces britanniques. Ses jeunes troupes, incapables de fournir l'effort demandé, se débandèrent et se mirent à marauder sur leur chemin. Le 30 novembre, le général français arrivait à Lisbonne avec 5000 hommes, soit les 25 % des effectifs qui avaient franchi les Pyrénées. Mais la famille royale s'étant enfuie au Brésil, le pays n'offrait heureusement aucune résistance et les Français occupèrent Lisbonne sans coup férir.

L'entreprise semblait menée à bonne fin, mais en réalité ce n'était que le commencement d'une grande aventure. Sous prétexte de renforcer les troupes de Junot et de maintenir les communications entre le Portugal et la France, trois autres corps d'armée, commandés par les généraux Dupont, Moncey et Duhesme pénétrèrent dans le nord de l'Espagne. Au début de l'année 1808, 80 000 soldats français étaient stationnés entre le Portugal et les Pyrénées.

L'Espagne était soi-disant l'alliée de la France, mais l'alliance lui avait été imposée. Des documents découverts lors de l'invasion de la Prusse, avaient révélé l'existence de

relations secrètes entre le gouvernement espagnol, d'une part, et ceux de Prusse et d'Angleterre, d'autre part. Une « mise au pas » pouvait donc sembler opportune. Celle-ci permettait aussi d'établir l'hégémonie française sur la Méditerranée occidentale, où l'influence anglaise se faisait encore assez fortement sentir.

Les descendants de la branche cadette des Bourbons qui régnaient à Madrid, offraient le spectacle lamentable d'une famille dégénérée et aveulée. Le roi, Charles IV, vivait sous l'esclavage de sa femme, Marie-Louise de Parme, qui subissait elle-même la forte influence de son favori, un certain Godoy. Ancien chambellan, il était devenu, grâce à ses intrigues, le premier personnage du royaume. Les trois enfants étaient insignifiants. L'aîné, Ferdinand, était en butte aux passions et à la haine du favori de la reine, qui craignait pour son propre pouvoir. Habitué au respect traditionnel des souverains, le peuple supportait patiemment cet état de choses. Il se contentait de souhaiter une abdication de Charles IV en faveur de l'infant Ferdinand, ce qui aurait entraîné le renvoi du favori, dont l'impopularité était sans cesse croissante.

Les intrigues et les drames de palais se succédaient rapidement. Godoy et Charles IV en vinrent à appeler à l'aide le plus puissant de leurs voisins, l'Empereur des Français. Le roi d'Espagne pria instamment l'empereur Napoléon de le défendre contre les intrigues de « son fils insolent ». Quelques jours plus tard, l'infant Ferdinand demandait protection contre ses « méchants parents ».

Napoléon fut profondément dégoûté de la honte et de tout le ridicule qui entourait cette affaire. Sur le conseil de Talleyrand, il se décida à déposer ces Bourbons dégénérés et à intervenir lui-même dans le gouvernement de l'Espagne.

En voyant la situation empirer rapidement, le favori, Godoy, n'avait plus qu'un seul désir : sauver son argent, (sa fortune était assez considérable). Il conseilla donc aux

souverains de s'enfuir dans leurs colonies d'Amérique, et il prépara dans ce but leur départ pour Cadix. Napoléon confia à Murat le commandement d'une armée chargée de marcher sur Madrid, et lui ordonna de ne donner que des réponses évasives aux souverains qui lui demanderaient son appui. L'Empereur espérait ainsi hâter le départ de la famille royale, mais une révolution éclata le 19 mars à Aranjuez. Charles IV fut obligé de renvoyer Godoy et d'abdiquer en faveur de l'infant, qui fut proclamé roi sous le nom de Ferdinand VII. Quatre jours plus tard Murat entra à Madrid.

Des agents français suggérèrent alors à Charles IV de revenir sur sa première décision, de reprendre la couronne, de déshériter son fils, et d'abdiquer une seconde fois en faveur de Napoléon-Bonaparte cette fois-ci, qui disposerait alors de la couronne d'Espagne. Pour ces négociations, les souverains espagnols furent convoqués à Bayonne, où l'Empereur les attendait. Ils arrivèrent dès le 20 avril. Ferdinand les suivit « pour plaider sa cause ».

Le bruit se répandit en Espagne que Napoléon attirait les souverains dans un guet-apens, et le 2 mai une émeute violente éclata à Madrid. Elle fut toutefois rapidement réprimée par les troupes françaises qui occupaient la ville. Avant d'abdiquer, Charles IV fut obligé de nommer Murat lieutenant-général du royaume d'Espagne, pour donner un semblant de légalité à l'occupation française. Fier de sa nouvelle dignité, Murat s'installa aussitôt en maître à Madrid, en espérant que Napoléon le ferait roi d'Espagne.

Mais il fut cruellement déçu lorsque l'Empereur offrit la couronne à son propre frère Joseph, alors roi de Naples. Murat, aigri et profondément irrité, tomba malade et se démit de son commandement le 28 mai. Joseph Bonaparte ne put arriver en Espagne que sept semaines plus tard. Pendant ce temps l'administration du pays, aussi bien que le commandement des troupes françaises, restèrent sans direction effective, et cette sorte d'inter règne leur fut fatal.

LE SOULÈVEMENT NATIONAL.

Lorsque l'Empereur avait déposé les souverains espagnols à Bayonne, le 2 mai 1808, il ne s'était nullement rendu compte des conséquences de cet acte. Il ne connaissait ni l'Espagne, ni les Espagnols ; il ne connaissait que leur famille royale et il avait naturellement tendance à juger tout le peuple d'après ses souverains. D'après ses conceptions, un peuple qui supportait patiemment le gouvernement d'une famille aussi dégénérée, qui admettait avec résignation les excès de l'Inquisition et les abus d'une féodalité moyennageuse, devait être mou, indifférent, paresseux et avant tout lâche. Aucune puissance de l'Europe n'avait pu résister à la France ; comment l'Espagne résisterait-elle ?

Obligé de s'immiscer dans les affaires espagnoles, sur les instances des souverains, Napoléon avait agi selon les événements sans plan préconçu. Un pays dont les finances et l'armée étaient dans un état aussi lamentable ne devait naturellement pas lui donner beaucoup de soucis. Il considérait l'Espagne non pas comme un Etat qu'il faudrait conquérir, mais comme un territoire qu'il suffirait d'occuper. Ces jugements étaient totalement erronés.

Tous les grands succès de Napoléon furent dus à l'élaboration soigneuse d'un plan, dans lequel toutes les éventualités étaient prévues, et dans l'exécution énergique et rapide de ce plan. Dans l'affaire d'Espagne, il n'existait aucun plan. L'entreprise semblait trop facile pour nécessiter une étude approfondie, et l'Empereur en vint à prendre les décisions les plus graves, en se laissant mener par les événements et sans plan d'ensemble. Ce fut donc avant tout une affaire mal engagée, et Napoléon l'avouera plus tard avec regrets à Sainte-Hélène.

La réalité était tout autre que l'Empereur ne l'avait pensé. L'Espagnol n'était pas indifférent et aveuli, mais orgueilleux

et facilement excitable ; il était fidèlement attaché à son roi et à l'Eglise catholique. Les premières troupes françaises avaient été bien accueillies, dans l'espoir qu'elles allaient aider l'infant Ferdinand à monter sur le trône, mais dès que le peuple apprit la déposition de ses souverains, une vague de fureur déferla sur tout le pays.

La Révolution était cordialement détestée en Espagne, où le clergé était parfaitement maître de toutes les consciences. Quiconque se disait adepte des principes révolutionnaires se disait ennemi de l'Eglise et du Christ. En combattant les forces de Napoléon Bonaparte, l'Espagnol combattait les forces de l'Antéchrist. C'est ainsi que la cause de la monarchie se confondait avec celle du Christ, ce qui explique la violence de la révolte chez un peuple profondément croyant, et excité par les moines et les prêtres.

Des moines mendiants qui parcouraient le pays, demandant l'aumône et apparaissant en guenilles, prêchaient la révolte. Ils parlaient de la « démagogie révolutionnaire », ils considéraient les principes nouveaux comme une fausse philosophie, comme un crime d'Etat contre les souverains, les magistrats et les autorités légitimes. Ils eurent vite fait de convaincre l'homme du peuple qui ignorait tout de l'étranger. Et l'Espagnol, âpre, passionné et fanatique, habitué aux violences et aux cruautés par des siècles de guerres et de querelles, se déchaîna dans un brusque réveil de l'orgueil national.

Les événements de Bayonne furent connus entre le 10 et le 20 mai. La révolte débuta dans le nord et se répandit rapidement dans tout le pays. Une Junte (assemblée générale) des Asturies se réunit à Oviedo et déclara la guerre à la France révolutionnaire le 25 mai 1808. En même temps elle sollicita l'appui de l'Angleterre qui fournit des armes et des munitions et des sommes d'argent importantes. — Des Asturies, le mouvement gagna rapidement le Léon et les deux Castilles, puis l'Andalousie. Des milices improvisées s'organisèrent ;

bourgeois, artisans, paysans, moines et prêtres, toute la nation se souleva. Les troupes régulières se joignirent à eux. Dans différents endroits, les autorités locales prirent la tête des insurgés, dans de nombreuses villes elles furent remplacées par des conseils de défense, composés de citoyens. La plus grande partie de la noblesse et des fonctionnaires collaborèrent avec l'occupant, en pensant rester fidèles aux autorités légitimes. Mais quelques hauts personnages de la noblesse, les cadres de l'armée en particulier, devinrent les chefs de l'insurrection.

L'Empereur se montre surpris de ce soulèvement, mais il n'en fut nullement effrayé. Le 14 juillet 1808, une armée espagnole de 25 000 hommes, formée en grande partie de soldats improvisés, sous les ordres de don Gregorio de la Cuesta, fut mise en déroute par Bessières, à Medina del Rio Seco, dans l'est de la Vieille Castille. Cette victoire sur les « hordes espagnoles » fut considérée comme décisive et le roi Joseph Bonaparte put entrer à Madrid, sa nouvelle capitale.

Mais la révolte grondait dans toute l'Espagne. Les armées françaises virent leurs communications coupées, et se trouvèrent sans liaison les unes avec les autres.

Le général Dupont, chargé de soumettre l'Andalousie avec un corps d'armée, occupa Cordoue et pilla la ville. Il avait ordre de marcher sur Séville, où siégeait la Junte d'Andalousie. Mais celle-ci disposait des meilleures troupes de l'Espagne, éléments de l'ancienne armée régulière, sous le commandement du général Castanos. Ses efforts tendirent à interrompre les communications de Dupont avec Madrid en occupant les difilés de Despena-Perros, par où les Français avaient pénétré en Andalousie. Le général français, se voyant entouré de bandes d'insurgés et ne se sentant plus en sûreté, se replia sur Andujar pour établir sa jonction avec des renforts qu'il attendait de Madrid. Il se heurta à 35 000 Espagnols concentrés autour de Andujar, et obligé de suivre de mauvais chemins de montagne, il trouva sa route barrée par des troupes

suisses au service de l'Espagne, et commandées par le général Reding, de Schwyz. Celui-ci avait passé le Guadalquivir en amont de Andujar près de Baylen, il avait repoussé les avant-gardes de Dupont vers le nord, de façon à les séparer du gros des troupes françaises. La colonne de Dupont, épuisée déjà par une longue marche sous un soleil brûlant, se trouva ainsi attaquée en tête et en queue. Des unités suisses, combattant dans les rangs français, se trouvèrent brusquement face à face avec leurs compatriotes au service de l'Espagne, et refusèrent d'attaquer ceux-ci. Cet événement imprévu interrompit le combat, il enleva à Dupont toute chance de forcer le passage, et placé dans une situation désespérée, le général français capitula avec 17 000 à 20 000 hommes. La capitulation d'une armée française en rase campagne eut un retentissement énorme, non seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe. Tout le continent avait tremblé devant les armées de la France, et voici qu'une armée française rendait ses armes à « des hordes d'insurgés ».

Dans toute la presqu'île ibérique, la révolte redoubla de violence. Joseph fut obligé de quitter Madrid et toutes les forces françaises refluèrent derrière l'Ebre. Le général Junot se trouva isolé au Portugal, ses communications étant complètement interrompues. Une armée anglaise, sous le commandement de Sir Arthur Wellesley, le futur duc de Wellington, débarqua le 1^{er} août à l'embouchure du Mondégo. Junot essaya vainement de la rejeter à la mer, en contre-attaquant à Vimeiro, mais il fut rejeté sur Lisbonne et capitula à Cintra, le 30 août 1808. Le général anglais, qui avait des intérêts personnels pour terminer la campagne le plus rapidement possible, accorda à Junot des conditions très avantageuses. Tout le corps d'armée français fut transporté en Bretagne sur des vaisseaux britanniques.

En quelques semaines, toute la péninsule avait été libérée. Les Français ne se maintenaient plus que dans le nord-est, sur la rive gauche de l'Ebre.

LA CONQUÊTE DE 1808.

Profondément blessé dans son amour-propre par les capitulations de Baylen et de Cintra, l'Empereur résolut de diriger en personne les opérations dans la péninsule. Il s'assura une alliance avec le Tsar lors de l'entrevue d'Erfurt, en septembre 1808, pour pouvoir concentrer toutes ses forces opératives en Espagne. Les effectifs de l'armée d'Allemagne furent dirigés sur les Pyrénées, et à la fin de l'année 1808, une armée de 250 000 hommes y était concentrée. Le 3 novembre, Napoléon rejoignait son frère Joseph à Miranda sur l'Ebre. Les troupes du roi d'Espagne ne tenaient plus qu'en partie de la Navarre et la province basque. Le gros se trouvait rassemblé entre Miranda et Vittoria.

Les chefs espagnols s'étaient réunis en conseil de guerre et avaient décidé de tenter une manœuvre enveloppante par l'ouest et par l'est, visant à encercler les forces françaises sur le plateau d'Alava. Ils espéraient obtenir ainsi une nouvelle capitulation, beaucoup plus importante cette fois-ci que celle de Baylen.

La gauche espagnole était constituée par une masse de 32 000 hommes rassemblés dans les Monts Cantabres, sous le commandement du général Blake. Le centre était formé par 12 000 hommes rassemblés autour de Burgos aux ordres de Belveder, et la droite se composait de 40 000 hommes de milices nationales sous les ordres de Castanos, le héros de Baylen, et Palafox, chef des insurgés d'Aragon. Ces troupes qui formaient la masse de manœuvre principale, étaient pour la plupart rassemblées dans la région de Tudela, pour être dirigées sur Pampelune sur les arrières de l'armée française.

Le gros des forces espagnoles était concentré sur les ailes en vue du mouvement enveloppant ; le centre était relativement très faible. Ce projet audacieux équivalait à une réédition en grand de la manœuvre d'Annibal à Cannes. Il était inspiré par l'orgueil des généraux espagnols, dû aux succès excep-

tionnels qu'ils venaient de remporter, et ne tenait aucun compte de l'infériorité qualitative des forces des insurgés. Celles-ci se composaient de levées tumultueuses, et non des troupes disciplinées et bien organisées, qui auraient été nécessaires pour exécuter une manœuvre stratégique aussi hasardeuse.

Renseigné sur ce plan, Napoléon décida de porter son effort principal sur l'axe Vitoria-Burgos dans l'intention de percer le centre du dispositif ennemi, pour se rabattre ensuite sur ses deux ailes, et les réduire séparément, et marcher ensuite sur Madrid. Le maréchal Soult fut chargé de diriger l'attaque principale en direction de Burgos. Les généraux Victor et Lefebvre protégeaient l'aile droite française contre une offensive éventuelle de Blake. Soult perça facilement le centre ennemi et s'empara de Burgos. Blake fut repoussé à Espinoza le 30 novembre. Il réussit néanmoins à se retirer en bon ordre vers l'ouest. Soult, qui fut chargé de l'envelopper par le sud pour couper sa retraite, ne put l'atteindre. L'Empereur écrasa lui-même les forces espagnoles rassemblées à Tudela, le 23 novembre. Leur déroute fut complète.

Napoléon marcha ensuite de Burgos sur Madrid. Des unités espagnoles tentèrent de lui barrer le passage de Somosierra dans la Sierra Guadarrama, mais une charge audacieuse des lanciers polonais ouvrit le passage. Le 4 décembre, l'Empereur était devant Madrid. La ville fut occupée après un court bombardement.

Pendant ce temps, une armée britannique de 25 000 hommes, sous les ordres de Sir John Moore, s'avancait du Portugal au secours de Blake. Elle atteignit Salamanque le 13 novembre, et de là Moore se rabattait sur Valladolid pour attaquer le maréchal Soult. Napoléon quitta aussitôt Madrid pour envelopper les Anglais par le sud, et les attaquer sur leurs derrières. Moore se retira précipitamment en Galice, où Napoléon le poursuivit jusqu'à Astorga. Là-dessus l'Empereur quitta l'Espagne pour Paris, où il était appelé d'urgence,

et laissa à Soult le soin d'achever la campagne. Celui-ci poursuivit l'armée britannique d'une manière assez peu énergique et lui laissa la possibilité de se rembarquer à la Corogne. Le général Moore fut tué le 18 janvier, en dirigeant l'embarquement de ses troupes.

Ayant reçu l'ordre d'envahir le Portugal, Soult s'installa à Porto, où il engagea promptement des intrigues en vue de se faire nommer roi du Portugal. Pendant ce temps, la lutte continuait dans l'est et dans le sud de la péninsule.

En Catalogne et dans l'Aragon, plusieurs places fortes résistaient encore. Saragosse, Tarragona et Gerone furent défendues avec un acharnement et une férocité peu communes. Saragosse avait déjà tenu tête aux Français lors du premier soulèvement en juin 1808. En décembre de la même année, après le désastre de Tudela, José Palafox s'y retrancha avec quelques éléments de son armée détruite. Les troupes françaises commandées par le général Moncey, puis par le maréchal Lannes, ne purent s'emparer de la ville qu'après un siège de deux mois. Encore fallut-il la prendre d'assaut maison par maison. 50 000 personnes, soit la moitié de la population, y perdit la vie. — Gerone, devant laquelle le général Duhesme avait échoué en été 1808, fut à nouveau assiégée. Les fortifications de la place étaient en assez mauvais état depuis le siège précédent. Elle fut néanmoins défendue par 5000 hommes seulement, sous le commandement du général espagnol Alvarez de Castro. Le général français Verdier ne put s'en emparer qu'après un siège de six mois en perdant 20 000 hommes.

Ces quelques chiffres en disent assez sur l'âpreté de la lutte et sur la ténacité du combattant espagnol.

(A suivre).

I. FRIEDLÄNDER.
